

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jessie Fradette, CPA, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature

Handwritten signature of Jessie Fradette in blue ink, written over a horizontal line.

Date 9 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A122005
Québec, le 9 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	57 713 615	59 701 986	58 677 963
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 475 000	1 468 028	1 628 774
Quotes-parts	3			
Transferts	4	14 469 740	8 429 449	4 998 850
Services rendus	5	681 540	1 348 802	1 095 021
Imposition de droits	6	1 349 000	2 516 020	3 132 345
Amendes et pénalités	7	90 000	583 326	253 761
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 356 050	5 843 380	1 776 546
Autres revenus	10	100 000	7 805 326	21 739 866
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	77 234 945	87 696 317	93 303 126
Charges				
Administration générale	14	10 582 566	8 521 958	8 074 924
Sécurité publique	15	8 591 666	8 830 118	8 808 562
Transport	16	17 369 696	16 745 272	16 633 836
Hygiène du milieu	17	8 435 111	9 623 781	12 044 382
Santé et bien-être	18	2 144 632	2 194 632	803 807
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 623 243	3 662 866	3 309 450
Loisirs et culture	20	11 278 391	12 393 680	10 532 573
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 253 745	2 292 490	2 381 886
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	64 279 050	64 264 797	62 589 420
Excédent (déficit) de l'exercice	25	12 955 895	23 431 520	30 713 706
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		202 436 077	171 722 371
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		202 436 077	171 722 371
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		225 867 597	202 436 077

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	69 623 414	101 778 292
Débiteurs (note 5)	2	45 074 106	43 723 968
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	38 571 068	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	153 268 588	145 502 260
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	15 695 865	13 007 859
Revenus reportés (note 11)	12	1 643 314	1 372 308
Dette à long terme (note 12)	13	65 731 422	73 107 608
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	83 070 601	87 487 775
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	70 197 987	58 014 485
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	154 530 422	143 818 159
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	491 122	411 383
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	648 066	192 050
	23	155 669 610	144 421 592
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	225 867 597	202 436 077
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	225 867 597	202 436 077
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	225 867 597	202 436 077
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 955 895	23 431 520	30 713 706
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	41 828 250)(	18 969 947)(	11 071 594)
Produit de cession	3		120 452	8 500
Amortissement	4	7 505 200	8 257 684	7 813 440
(Gain) perte sur cession	5		(120 452)	(8 500)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(34 323 050)	(10 712 263)	(3 258 154)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			265 453
Variation des stocks de fournitures	10		(79 739)	(40 020)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(456 016)	(14 871)
	13		(535 755)	210 562
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(21 367 155)	12 183 502	27 666 114
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		58 014 485	30 348 371
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		58 014 485	30 348 371
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		70 197 987	58 014 485

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 431 520	30 713 706
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 257 684	7 813 440
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	3.1	(120 452)	(8 500)
	4	31 568 752	38 518 646
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 350 138)	(11 685 242)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 212 275	3 137 678
Revenus reportés	8	271 006	(194 461)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		265 453
Stocks de fournitures	11	(79 739)	(40 020)
Autres actifs non financiers	12	(456 016)	(14 871)
	13	31 166 140	29 987 183
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(17 494 216)	(10 355 755)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	120 452	8 500
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(17 373 764)	(10 347 255)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(38 571 068)	()
Cession	22		
	23	(38 571 068)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 274 000	2 697 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(11 628 500)	(8 065 400)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(21 686)	(14 933)
Autres			
▪	28.1		
	29	(7 376 186)	(5 383 333)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(32 154 878)	14 256 595
Solde déjà établi	31	101 778 292	87 521 697
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	101 778 292	87 521 697
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	69 623 414	101 778 292

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la loi sur la fiscalité municipale.

Fonds de parcs et terrains de jeux

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les dons d'immobilisation corporelles sont comptabilisés à la valeur marchande.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Catégorie	Période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

Réduction de valeur :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisations en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations corporelles effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations corporelles qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et sera amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la Ville avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la Ville au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	14 623 414	26 778 292
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	55 000 000	75 000 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	69 623 414	101 778 292
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	69 623 414	101 778 292
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 051 087	10 957 186
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	3 825 200	288 000

Note

Les placements à court terme sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 5.25 % à 6.11 % (1.3 % à 4.65 % au 31 décembre 2022).

L'encaisse affecté est composé des réserves financières et fonds réservés.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	8 368 128	9 417 003
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	29 700 936	27 290 641
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 693 864	1 446 625
Organismes municipaux	13		2 569 412
Autres			
▪ Droits de mutations	14.1	530 738	826 870
▪ Autres	14.2	4 780 440	2 173 417
	15	45 074 106	43 723 968
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	22 193 011	23 271 974
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	22 193 011	23 271 974
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	26 110 537	24 448 877
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 861 423	1 837 689
Ministère de la Culture et des Communications	25	558 289	135 830
Autres ministères/organismes	26	1 170 687	868 245
	27	29 700 936	27 290 641

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 2.61 % à 3.72 % (2.61 % à 3.72 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	38 571 068	
	35	38 571 068	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Les placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 5.53 % à 6.35 % et échéant à différentes dates jusqu'en août 2025.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel de 7.20 % (6.45 % au 31 décembre 2022). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisé pour les opérations courantes de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	10 072 153	7 607 879
Salaires et avantages sociaux	42	2 359 079	1 933 160
Dépôts et retenues de garantie	43	2 086 029	2 432 280
Provision pour contestations d'évaluation	44	546 691	295 942
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	631 913	734 455
▪ Acomptes ventes de terrains	45.2		4 143
	46	15 695 865	13 007 859

Note

Les fournisseurs et dépôts et retenus de garantie incluent une somme de 5 739 937 \$ (4 264 205 \$ au 31 décembre 2022) relativement à des acquisitions d'immobilisations corporelles.

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	169 405	91 002
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Subv sécurité routière MTQ	52.1	186 726	19 495
▪ Subvention reportée	52.2		27 513
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	679 817	609 624
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58	348 194	348 194
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres recettes reportées	60.1	259 172	276 480
	61	1 643 314	1 372 308

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,99	5,50	2024	2046	62	65 832 200	73 186 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	65 832 200	73 186 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(100 778)	(79 092)
					72	65 731 422	73 107 608

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		1 900 800			1 900 800
2025	74		3 045 400			3 045 400
2026	75		5 260 000			5 260 000
2027	76		5 679 000			5 679 000
2028	77		5 788 000			5 788 000
2029 et plus	78		44 159 000			44 159 000
	79		65 832 200			65 832 200
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		65 832 200			65 832 200

Note

Les versements estimatifs tiennent compte des refinancements prévus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	339 342
Autres régimes (REER et autres)	88	300 818
Régimes de retraite des élus municipaux	89	29 429
	90	669 589
		298 493
		255 218
		28 790
		582 501

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	28 180 263	39 717		28 219 980
Eaux usées	103	29 986 100	40 619		30 026 719
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	71 554 879	4 454 831		76 009 710
Autres					
▪ Parc et terrains de jeux	105.1	13 058 062	2 703 768		15 761 830
▪ Autres	105.2	4 121 808	457 032		4 578 840
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	59 483 802	877 128		60 360 930
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	3 054 482		100 421	2 954 061
Ameublement et équipement de bureau	110	1 393 536	209 964		1 603 500
Machinerie, outillage et équipement divers	111	6 484 311	79 089		6 563 400
Terrains	112	8 395 854	2 836 000		11 231 854
Autres	113				
	114	225 713 097	11 698 148	100 421	237 310 824
Immobilisations en cours	115	1 622 637	7 271 799		8 894 436
	116	227 335 734	18 969 947	100 421	246 205 260
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	9 233 890	717 109		9 950 999
Eaux usées	118	10 652 546	749 653		11 402 199
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	29 790 376	3 330 737		33 121 113
Autres					
▪ Parc et terrains de jeux	120.1	7 564 961	399 467		7 964 428
▪ Autres	120.2	1 649 648	521 454		2 171 102
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	17 228 442	1 856 502		19 084 944
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 878 306	225 196	100 421	2 003 081
Ameublement et équipement de bureau	125	1 242 107	86 833		1 328 940
Machinerie, outillage et équipement divers	126	4 277 299	370 733		4 648 032
Autres	127				
	128	83 517 575	8 257 684	100 421	91 674 838
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	143 818 159			154 530 422
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	144.1	537 705
▪ Dépenses reportées	144.2	110 361
Autres		
▪	145.1	
	146	648 066
		192 050

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 7 952 177 \$.

Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2024	6 382 134 \$
2025	1 147 964 \$
2026	200 176 \$
2027	116 915 \$
2028 et suivantes	104 988 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Liste des contrats / ententes	Échéance des contrats	Engagement au 31 décembre 2023
Cueillette matières résiduelles	2024	1 329 842 \$
Vidange des fosses septiques	2026	331 813 \$
Gestion des activités aquatiques	2024	421 982 \$
Location du terrain de soccer	2029	524 938 \$
Entretien de l'anneau de glace sur le Lac St-Augustin	2025	472 444 \$
Entretien des patinoires extérieures	2024	30 722 \$
Déneigement des stationnements	2024	370 329 \$
Entretien de l'éclairage public et feux de circulation	2024	131 166 \$
Nettoyage des conduites pluviales et sanitaires	2025	35 551 \$
Services animaliers	2025	43 568 \$
Contrats pour l'essence	2025	318 585 \$
Contrats matériaux granulaires	2025	358 859 \$
Contrats produits municipaux	2024	212 252 \$
Contrat sel de déglçage	2024	265 200 \$
Contrat fourniture d'huile	2024	26 652 \$
Assurances	2024	444 779 \$
Auditeurs externes	2024	87 140 \$
Contrat journal municipal	2024	38 859 \$
Travaux de marquages annuel des rues, stationnements et voies cyclables	2024	204 663 \$
Déneigement de la route 138 entre la rue du Brome et la municipalité de Neuville	2026	132 163 \$
Renouvellement de contrats annuels pour les services de maintenance et d'utilisation de logiciels	2024	203 329 \$
Contrats de transport de neige en vrac	2024	344 925 \$
Contrat de services professionnels - travaux de réfection de voirie et de pavage	2024	591 247 \$
Travaux ponctuels de réparation de voirie et pavage	2024	244 443 \$
Travaux d'arboriculture	2024	49 623 \$
Location d'un balai mécanique	2024	178 479 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Entente bibliothèques de la ville de Québec	2024	80 143 \$
Contrats pour le suivi et la radiocommunication des véhicules routiers	2027	85 812 \$
Contrats téléphonie, internet et location de photocopieurs	2025	43 565 \$
Réfection de trottoirs et bordures	2024	349 104 \$

Au 31 décembre 2023, les engagements à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 32 795 767 \$.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit:

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

La Ville a établi divers programmes d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire. Ces programmes font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi. La durée de ceux-ci varie selon les catégories d'emplois.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de diverses réclamations pour un montant approximatif de 8 145 285 \$. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

23. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3, « Modification de méthodes comptables ».

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2023 et 2022. Toutefois, les actifs financiers en souffrance totalisent 839 248 \$ (431 331 \$ au 31 décembre 2022) et ont tous une échéance inférieure à un an.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont une partie des placements, et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont une partie des placements et les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1% (1% au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	15 695 865 \$	-	-	-
Dette à long terme	3 941 761 \$	12 890 840 \$	16 205 853 \$	53 382 461 \$
Total	19 637 626 \$	12 890 840 \$	16 205 853 \$	53 382 461 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élevaient à 2 214 064 \$ (2 393 454 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élevaient à 2 414 142 \$ (1 309 166 \$ en 2022).

27. Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 12 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités de financières de fonctionnement.

Le solde au 31 décembre 2023 est de 418 057\$. Les remboursements prévus pour les cinq prochains exercices sont de 1 191 755 \$ pour les exercices 2024 à 2029.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalisations 2023	Total	Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	57 713 615	59 701 986		59 701 986	58 677 963
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 475 000	1 468 028		1 468 028	1 628 774
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 760 740	6 083 449		6 083 449	1 739 460
Services rendus	5	681 540	1 348 802		1 348 802	1 095 021
Imposition de droits	6	1 349 000	2 516 020		2 516 020	3 132 345
Amendes et pénalités	7	90 000	583 326		583 326	253 761
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	1 356 050	5 843 380		5 843 380	1 776 546
Autres revenus	10		7 648 810		7 648 810	21 461 310
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	64 425 945	85 193 801		85 193 801	89 765 180
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	12 709 000	2 346 000		2 346 000	3 259 390
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		93 516		93 516	278 556
Autres	18	100 000	63 000		63 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	12 809 000	2 502 516		2 502 516	3 537 946
	22	77 234 945	87 696 317		87 696 317	93 303 126
Charges						
Administration générale	23	10 482 866	8 427 947	94 011	8 521 958	8 074 924
Sécurité publique	24	8 591 666	8 824 486	5 632	8 830 118	8 808 562
Transport	25	13 549 616	12 299 248	4 446 024	16 745 272	16 633 836
Hygiène du milieu	26	6 957 071	8 093 660	1 530 121	9 623 781	12 044 382
Santé et bien-être	27	2 144 632	2 194 632		2 194 632	803 807
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 620 848	3 660 823	2 043	3 662 866	3 309 450
Loisirs et culture	29	9 173 406	10 213 827	2 179 853	12 393 680	10 532 573
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 253 745	2 292 490		2 292 490	2 381 886
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 505 200	8 257 684	(8 257 684)		
	34	64 279 050	64 264 797		64 264 797	62 589 420
Excédent (déficit) de l'exercice	35	12 955 895	23 431 520		23 431 520	30 713 706

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 955 895	23 431 520	30 713 706
Moins : revenus d'investissement	2 (	12 809 000)(	2 502 516)(	3 537 946)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	146 895	20 929 004	27 175 760
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	7 505 200	8 257 684	7 813 440
Produit de cession	5		120 452	8 500
(Gain) perte sur cession	6		(120 452)	(8 500)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	7 505 200	8 257 684	7 813 440
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		453 007	265 453
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		453 007	265 453
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	661 890)(	6 354 614)(	5 878 246)
	18	(661 890)	(6 354 614)	(5 878 246)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	6 472 500)(	9 766 968)(	8 443 047)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		4 340 909	4 333 309
Excédent de fonctionnement affecté	21		135 280	
Réserves financières et fonds réservés	22	(517 705)	864 248	668 227
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(6 990 205)	(4 426 531)	(3 441 511)
	26	(146 895)	(2 070 454)	(1 240 864)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		18 858 550	25 934 896

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 502 516	3 537 946
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	2 444 784)(	462 274)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	7 947 819)(	7 880 341)
Hygiène du milieu	5 (	663 073)(	1 377 993)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	107 000)
Loisirs et culture	8 (	7 914 271)(	1 243 986)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	18 969 947)(	11 071 594)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	453 007)()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	79 078	343 832
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	9 766 968	8 443 047
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	14 798 164	928 796
Excédent de fonctionnement affecté	17	36 700	
Réserves financières et fonds réservés	18	9 041 850	3 988 014
	19	33 643 682	13 359 857
	20	14 299 806	2 632 095
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	16 802 322	6 170 041

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	10 458 040	10 927 849	9 499 207
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 452 850	2 345 567	2 079 393
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	13 110 455	12 074 467	10 915 852
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 548 705	1 603 609	1 774 589
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	680 030	688 881	602 629
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			4 668
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	28 026 060	28 023 138	26 345 368
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	472 700	380 234	385 985
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	7 505 200	8 257 684	7 813 440
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamation de dommage	21.1		142 391	3 074 949
▪ Mauvaise créance	21.2		446 485	53 257
▪ Redevances prescrites	21.3		(625 508)	
▪ Autres	21.4	25 010		40 083
	22	64 279 050	64 264 797	62 589 420

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	90 331 184	88 436 319
Excédent de fonctionnement affecté	2	398 020	570 000
Réserves financières et fonds réservés	3	1 051 087	10 957 186
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	23 196 073	8 569 139
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	110 891 233	93 903 433
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	225 867 597	202 436 077
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	90 331 184	88 436 319
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	90 331 184	88 436 319
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets budget 2023	12.1	398 020	570 000
	13	398 020	570 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	398 020	570 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Infrastructures REG2017-537	17.1	480 403
	18	480 403
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	418 057
Organismes contrôlés et partenariats	22	8 635 285
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	470 307
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 766 498
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	162 723
Autres		75 000
▪	30.1	
	31	1 051 087
	32	10 476 783
	32	1 051 087
		10 957 186

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 23 196 073	8 569 139
Investissements à financer	66 () ()	() ()
	67 23 196 073	8 569 139
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 154 530 422	143 818 159
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 154 530 422	143 818 159
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 154 530 422	143 818 159
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (65 731 422)(	73 107 608)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (100 778)(	79 092)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 22 193 011	23 271 974
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (43 639 189)(	49 914 726)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 () ()	() ()
	83 (43 639 189)(	49 914 726)
	84 110 891 233	93 903 433

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés brigadiers scolaires et surveillants participent à un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié RVER. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, pour les nouveaux employés de ces catégories, ils adhèrent au régime volontaire d'épargne retraite selon les règles établies par le gouvernement. L'employeur ne participe pas à la cotisation.

Les employés manuels (Cols bleus) participent à un régime de retraite par financement salariale RRFS-FTQ. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, le déficit actuariel est assumé par les employés.

Les fonctionnaires (Cols blancs) participent à un régime de retraite simplifié RRS. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	298 493
	110	339 342
		298 493

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER collectif pour ses employés-cadres et professionnels. Le taux de cotisation de l'employeur est de 9 %.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	255 218
Autres régimes	115	
	116	300 818
		255 218

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1
		1

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	5 290	4 958
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	17 784	16 708
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	11 645	12 082
	121	29 429	28 790

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	51 793 140	53 468 398	52 638 744
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			52 528
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			8 733
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			52 185
	11	51 793 140	53 468 398	52 752 190
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 394 960	1 560 072	1 386 855
Égout	13	1 234 490	1 428 062	1 250 710
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 701 025	2 675 393	2 707 245
Autres				
▪ Fosses septiques	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	590 000	570 061	580 963
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	5 920 475	6 233 588	5 925 773
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 920 475	6 233 588	5 925 773
	27	57 713 615	59 701 986	58 677 963

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	55 000	55 773	57 124
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	40 000	38 951	40 755
Cégeps et universités	32	800 000	795 263	838 743
Écoles primaires et secondaires	33	580 000	578 041	692 152
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	1 475 000	1 468 028	1 628 774
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	1 475 000	1 468 028	1 628 774

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51	707 795	3 777 647	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52		1 423 518	205 470
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54	10 000	14 622	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55		23 734	
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			9 248
Réseau de distribution de l'eau potable	63			40 114
Traitement des eaux usées	64			12 168
Réseaux d'égout	65			162 818
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69	50 000	16 798	28 948
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74		8 842	34 968
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78	107 200		
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	114 000	14 800	450 044
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	92 700	133 373	105 541
Autres	83	66 740	12 830	14 460
Réseau d'électricité	84			
	85	1 148 435	5 426 164	1 063 779

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86	12 709 000	1 382 241	
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91		458 536	1 867 959
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			1 137 406
Traitement des eaux usées	103		135 000	100 025
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		154 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	121	370 223	
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	12 709 000	2 346 000
			3 259 390

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	300 000	344 986	318 255
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	312 305	312 299	249 044
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			108 382
	135	612 305	657 285	675 681
TOTAL DES TRANSFERTS	136	14 469 740	8 429 449	4 998 850

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142		
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	46 985	50 324	49 463
	182	46 985	50 324	49 463
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	56 000	82 896	74 031
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	56 000	82 896	74 031
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	8 000	4 740	7 805
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200		190 670	333 491
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	8 000	195 410	341 296

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	128 700	135 770	140 658
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	128 700	135 770	140 658
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	435 525	877 569	482 514
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	6 330	6 833	7 059
Autres	219			
	220	441 855	884 402	489 573
Réseau d'électricité	221			
	222	681 540	1 348 802	1 095 021
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	681 540	1 348 802	1 095 021

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	139 000	124 313	204 902
Droits de mutation immobilière	225	1 210 000	2 389 625	2 926 275
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227		2 082	1 168
	228	1 349 000	2 516 020	3 132 345
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	90 000	583 326	253 761
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	1 356 050	5 843 380	1 776 546
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		120 452	8 500
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		545 194	2 009 772
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		93 516	278 556
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		7 046 164	19 443 038
	242		7 805 326	21 739 866
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	495 745	436 618		436 618	406 792
Greffe et application de la loi	2	2 040 467	1 536 459		1 536 459	1 936 311
Gestion financière et administrative	3	3 877 004	3 466 543	94 011	3 560 554	2 998 960
Évaluation	4	434 345				450 908
Gestion du personnel	5	1 624 510	1 530 607		1 530 607	1 217 282
Autres						
▪ Autres	6.1	2 010 795	1 457 720		1 457 720	1 064 671
	7	10 482 866	8 427 947	94 011	8 521 958	8 074 924
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	5 776 615	5 776 011		5 776 011	5 742 466
Sécurité incendie	9	2 704 410	2 704 128		2 704 128	2 753 006
Sécurité civile	10	92 466	106 139	5 632	111 771	95 642
Autres	11	18 175	238 208		238 208	217 448
	12	8 591 666	8 824 486	5 632	8 830 118	8 808 562
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	4 894 261	3 156 316	3 838 639	6 994 955	7 160 832
Enlèvement de la neige	14	2 527 212	3 079 009	333 322	3 412 331	3 460 060
Éclairage des rues	15	329 597	358 764	261 057	619 821	495 331
Circulation et stationnement	16	777 995	684 609	13 006	697 615	514 833
Transport collectif						
Transport en commun	17	5 002 162	5 002 161		5 002 161	4 986 622
Transport aérien	18					16 158
Transport par eau	19					
Autres	20	18 389	18 389		18 389	
	21	13 549 616	12 299 248	4 446 024	16 745 272	16 633 836

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	785 867	785 866		785 866	780 722
Réseau de distribution de l'eau potable	23	949 243	1 435 030	739 327	2 174 357	5 240 876
Traitement des eaux usées	24	519 823	544 802		544 802	513 262
Réseaux d'égout	25	609 695	801 533	790 794	1 592 327	1 690 913
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	581 330	577 550		577 550	488 148
Élimination	27	1 031 184	1 046 204		1 046 204	1 095 504
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	374 000	425 160		425 160	364 948
Tri et conditionnement	29	383 306	383 306		383 306	331 883
Matières organiques						
Collecte et transport	30	289 030	362 389		362 389	80 025
Traitement	31	658 572	658 571		658 571	648 865
Matériaux secs	32	395 589	406 640		406 640	313 802
Autres						
Plan de gestion	34	97 243	97 243		97 243	63 271
Autres	35	64 969	64 969		64 969	130 548
Cours d'eau	36	150 000	137 774		137 774	106 056
Protection de l'environnement	37	44 703	344 106		344 106	167 904
Autres	38	22 517	22 517		22 517	27 655
	39	6 957 071	8 093 660	1 530 121	9 623 781	12 044 382
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	2 084 217	2 084 217		2 084 217	689 142
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	60 415	110 415		110 415	114 665
	43	2 144 632	2 194 632		2 194 632	803 807

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 721 923	1 395 891	2 043	1 397 934	1 246 467
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45	108 932	49 411		49 411	2 514
Autres biens	46	12 479				12 649
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	563 530	1 001 537		1 001 537	974 916
Tourisme	48	1 202 604	1 202 604		1 202 604	1 060 831
Autres	49	11 274	11 380		11 380	12 073
Autres	50	106				
	51	3 620 848	3 660 823	2 043	3 662 866	3 309 450
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	3 206 782	2 407 010	748 944	3 155 954	2 498 169
Patinoires intérieures et extérieures	53	744 990	1 339 041	463 535	1 802 576	2 161 043
Piscines, plages et ports de plaisance	54	308 232	1 119 998	452 470	1 572 468	1 435 624
Parcs et terrains de jeux	55	2 803 827	2 823 188	399 467	3 222 655	2 223 189
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	348 462	348 462		348 462	376 638
Autres	58	27 634	27 634		27 634	24 565
	59	7 439 927	8 065 333	2 064 416	10 129 749	8 719 228
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	647 480	730 549	47 419	777 968	502 015
Bibliothèques	61	804 837	1 099 742	68 018	1 167 760	1 000 114
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63	1 906	1 906		1 906	41 813
Autres	64	279 256	316 297		316 297	269 403
	65	1 733 479	2 148 494	115 437	2 263 931	1 813 345
	66	9 173 406	10 213 827	2 179 853	12 393 680	10 532 573

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	2 228 735	2 214 064		2 214 064	2 377 218
	Autres frais	69		78 426		78 426	
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71	25 010				4 668
		72	2 253 745	2 292 490		2 292 490	2 381 886
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	7 505 200	8 257 684 (	8 257 684)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	276 913	673 778
Usines de traitement de l'eau potable	2	39 993	
Usines et bassins d'épuration	3		17 713
Conduites d'égout	4	598 068	686 501
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 448 116	7 105 044
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	5 710 373	626 286
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 919 362	436 760
Édifices communautaires et récréatifs	14		540 140
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 843 774	639 276
Ameublement et équipement de bureau	18	184 450	63 750
Machinerie, outillage et équipement divers	19	79 089	175 346
Terrains	20	2 869 809	107 000
Autres	21		
	22	18 969 947	11 071 594

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	276 913	673 778
Usines de traitement de l'eau potable	2	39 993	
Usines et bassins d'épuration	3		17 713
Conduites d'égout	4	598 068	686 501
Autres infrastructures	5	10 158 489	7 731 330
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	7 896 484	1 962 272
	12	18 969 947	11 071 594

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 766 498		1 296 191	470 307
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 375 899		359 998	6 015 901
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	41 772 329	79 078	4 698 426	37 152 981
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	49 914 726	79 078	6 354 615	43 639 189
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	23 271 974	369 722	1 448 685	22 193 011
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	23 271 974	369 722	1 448 685	22 193 011
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	23 271 974	369 722	1 448 685	22 193 011
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	23 271 974	369 722	1 448 685	22 193 011
	19	73 186 700	448 800	7 803 300	65 832 200
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	73 186 700	448 800	7 803 300	65 832 200

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	65 832 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	470 307
Débiteurs	8	22 193 011
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	43 168 882
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	43 168 882
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	36 680
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	43 205 562
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	34 885 356
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	34 885 356
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	78 090 918
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	644 442	644 375	642 318
Évaluation	2	434 345	434 300	450 908
Autres	3	1 652 554	1 652 382	1 763 149
Sécurité publique				
Police	4	5 776 616	5 776 013	5 742 466
Sécurité incendie	5	2 704 410	2 704 128	2 749 078
Sécurité civile	6	90 966	90 957	78 146
Autres	7	18 175	18 173	25 586
Transport				
Réseau routier	8	1 256 526	1 256 395	1 091 419
Transport collectif	9	5 002 685	5 002 162	4 986 622
Autres	10	18 391	18 389	16 158
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 062 000	2 061 785	2 057 134
Matières résiduelles	12	2 646 158	2 645 882	2 574 587
Cours d'eau	13	20 705	20 703	36 559
Protection de l'environnement	14	315 139	315 106	143 904
Autres	15	22 519	22 517	27 655
Santé et bien-être				
Logement social	16	2 084 434	2 084 217	689 142
Autres	17	60 421	60 415	47 165
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	262 500	262 473	290 846
Rénovation urbaine	19	49 415	49 410	
Promotion et développement économique	20	1 762 699	1 762 515	1 782 368
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	871 198	871 107	886 679
Activités culturelles	23	269 762	269 734	263 479
Réseau d'électricité	24			
	25	28 026 060	28 023 138	26 345 368

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	18 969 947	11 071 594
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	18 969 947	11 071 594

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	21,42	35,00	40 434,00	2 869 847	668 216	3 538 063
Professionnels	2	11,12	40,00	20 309,52	922 451	206 747	1 129 198
Cols blancs	3	33,72	35,00	63 715,14	2 368 646	536 144	2 904 790
Cols bleus	4	66,55	40,00	143 249,34	4 444 772	886 642	5 331 414
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	132,81		267 708,00	10 605 716	2 297 749	12 903 465
Élus	9	7,00			322 133	47 818	369 951
	10	139,81			10 927 849	2 345 567	13 273 416

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	135 000				135 000
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 211 000	6 083 449			8 294 449
	7	2 346 000	6 083 449			8 429 449

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	365 946	50 130
	4	365 946	50 130
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	547 117	652 024
Enlèvement de la neige	11		4 577
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	8 156	
	15	555 273	656 601
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	139 104	223 738
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	170 325	279 859
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		95
Autres	22		
Cours d'eau	23	1 803	
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	311 232	503 692
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 054 348	1 160 882
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	5 691	5 694
Autres	38		4 887
	39	1 060 039	1 171 463
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 292 490	2 381 886

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
SYLVAIN JUNEAU	1.1 Maire	100 573	18 207	9 974	
YANNICK LEBRASSEUR	1.2 Conseiller	21 352	10 676		
JEAN SIMARD	1.3 Conseiller	21 352	10 676	16 691	
CHANTAL BROCHU	1.4 Conseiller	21 352	10 676		
ÉRIC FISET	1.5 Conseiller	21 352	10 676		
MARTIN MARANDA	1.6 Conseiller	21 352	10 676		
MARIE-JOSÉE TARDIF	1.7 Conseiller	21 352	10 676		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			12 000 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3			_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7			_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11			_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14			_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17			_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			_____ \$
Ligne 24 : Libres	20			_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24			_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			_____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 81 628 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 738 958 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 _____ \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

- Systèmes de drainage

51 _____ \$

- Abords de routes

52 _____ \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2022-606
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2022-12-20
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 672
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 25
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : Marie-Josée Couture

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-09 15:58

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	64 425 945	85 193 801	89 765 180
Investissement	2	12 809 000	2 502 516	3 537 946
	3	77 234 945	87 696 317	93 303 126
Charges				
	4	64 279 050	64 264 797	62 589 420
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	12 955 895	23 431 520	30 713 706
Moins : revenus d'investissement	6 (	12 809 000)(	2 502 516)(	3 537 946)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	146 895	20 929 004	27 175 760
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 505 200	8 257 684	7 813 440
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	661 890)(	6 354 614)(	5 878 246)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	6 472 500)(	9 766 968)(	8 443 047)
Excédent (déficit) accumulé	12	(517 705)	5 340 437	5 001 536
Autres éléments de conciliation	13		453 007	265 453
	14	(146 895)	(2 070 454)	(1 240 864)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		18 858 550	25 934 896

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	69 623 414	101 778 292
Débiteurs	2	45 074 106	43 723 968
Placements de portefeuille	3	38 571 068	
Autres	4		
	5	153 268 588	145 502 260
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	65 731 422	73 107 608
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	17 339 179	14 380 167
	10	83 070 601	87 487 775
Actifs financiers nets (dette nette)	11	70 197 987	58 014 485
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	154 530 422	143 818 159
Autres	13	1 139 188	603 433
	14	155 669 610	144 421 592
Excédent (déficit) accumulé	15	225 867 597	202 436 077

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	90 331 184	88 436 319
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Projets budget 2023	2.1	398 020	570 000
	3	398 020	570 000
Réserves financières			
▪ Infrastructures REG2017-537	4.1		480 403
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	418 057	8 635 285
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	470 307	1 766 498
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	162 723	75 000
Autres	10.1		
▪			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	23 196 073	8 569 139
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	110 891 233	93 903 433
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	225 867 597	202 436 077

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	43 168 882
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	78 090 918
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	470 307	1 766 498
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	37 152 981	41 772 329
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 015 901	6 375 899
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	22 193 011	23 271 974
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	65 832 200	73 186 700
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	57 713 615	59 701 986	58 677 963
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 475 000	1 468 028	1 628 774
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 760 740	6 083 449	1 739 460
Services rendus	16	681 540	1 348 802	1 095 021
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 439 000	3 099 346	3 386 106
Autres	18	1 356 050	13 492 190	23 237 856
	19	64 425 945	85 193 801	89 765 180
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	12 709 000	2 346 000	3 259 390
Autres	23	100 000	156 516	278 556
	24	12 809 000	2 502 516	3 537 946
	25	77 234 945	87 696 317	93 303 126
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	10 482 866	8 427 947	94 011	8 521 958	8 074 924
Sécurité publique						
Police	2	5 776 615	5 776 011		5 776 011	5 742 466
Sécurité incendie	3	2 704 410	2 704 128		2 704 128	2 753 006
Autres	4	110 641	344 347	5 632	349 979	313 090
Transport						
Réseau routier	5	8 529 065	7 278 698	4 446 024	11 724 722	11 631 056
Transport collectif	6	5 002 162	5 002 161		5 002 161	5 002 780
Autres	7	18 389	18 389		18 389	
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	2 864 628	3 567 231	1 530 121	5 097 352	8 225 773
Matières résiduelles	9	3 875 223	4 022 032		4 022 032	3 516 994
Autres	10	217 220	504 397		504 397	301 615
Santé et bien-être	11	2 144 632	2 194 632		2 194 632	803 807
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 721 923	1 395 891	2 043	1 397 934	1 246 467
Promotion et développement économique	13	1 777 408	2 215 521		2 215 521	2 047 820
Autres	14	121 517	49 411		49 411	15 163
Loisirs et culture	15	9 173 406	10 213 827	2 179 853	12 393 680	10 532 573
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 253 745	2 292 490		2 292 490	2 381 886
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	56 773 850	56 007 113	8 257 684	64 264 797	62 589 420
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	7 505 200	8 257 684 (	8 257 684)		
	21	64 279 050	64 264 797		64 264 797	62 589 420

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 502 516	3 537 946
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	18 969 947)(	11 071 594)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	453 007)()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	79 078	343 832
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	9 766 968	8 443 047
Excédent accumulé	6	23 876 714	4 916 810
	7	14 299 806	2 632 095
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	16 802 322	6 170 041

Extrait du rapport financier, page S14